



CSAL du 12/02/2026

Déclaration Liminaire

Monsieur le président,

Comme les années précédentes, le budget 2026 n'aura pas échappé à l'adoption par 49-3 et sera une fois de plus celui de l'injustice fiscale, sociale et environnementale.

À écouter le Premier Ministre, le budget 2026 aurait pris en compte l'aspiration du plus grand nombre pour la justice fiscale et mettrait ainsi à contribution les plus riches. Certes, la copie finale paraît moins violente pour la majorité de la population que celle présentée en juillet par François Bayrou, mais elle continue de ne pas répondre aux aspirations légitimes de justice et les plus riches continuent à être épargnés. Ce budget ne modifie en rien la politique économique mise en place depuis 2017, qui a eu comme conséquence l'aggravation des inégalités et de la pauvreté.

Ce budget est dans la continuité des précédents : toujours moins pour les services publics et les fonctionnaires. Et la DGFIP n'y échappe pas !

Le budget 2026 ne verra pas l'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires, alors que le pouvoir d'achat ne cesse de s'effondrer. 356 000 fonctionnaires sont, d'ailleurs, rémunérés en dessous du SMIC et l'État doit leur verser une indemnité différentielle pour compenser la faiblesse de leur rémunération. Le budget 2026 n'a pas non plus supprimé le jour de carence et encore moins l'indemnisation à 90 % au lieu de 100 % en cas d'arrêt maladie.

En revanche, le budget 2026 supprime une nouvelle fois de très nombreux emplois à l'Éducation Nationale, dans la Santé, la Culture et à la DGFIP. Pour cette dernière, 550 nouvelles suppressions d'emplois sont actées, qui s'ajoutent aux plus de 30 000 subies

depuis 2010. La charge de travail explose, les conditions de travail se dégradent, le sens du travail s'effrite. Suicides et tentatives de suicide qui ont endeuillé la DGFIP en 2025, alertes du rapport de la Cour des Comptes, témoignages de collègues épuisés : tout cela devrait suffire à stopper cette fuite en avant. Mais rien ne semble freiner cette mécanique infernale qui broie les personnels et détruit le service public !

Ajoutés à cela, dans notre département, la fusion des SIP de Villefranche et de Rodez, le démantèlement du PCE mais aussi les incertitudes et les inquiétudes liées à la nouvelle méthode d'allocations des emplois et vous obtenez un cocktail détonnant !

Dans ce contexte de services déjà sous tension, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** souhaite également revenir sur la fin progressive du paiement par chèque à la DGFIP, sur laquelle notre organisation syndicale a largement communiqué. Cette évolution, présentée comme une modernisation, a des impacts importants pour les services et pour les usagers, en particulier les collectivités locales, les petites structures et les publics les plus fragiles. Elle entraîne un report massif de difficultés vers les services, sans renforcement des moyens humains nécessaires à l'accompagnement.

Les mêmes interrogations se posent concernant la mise en place de la facturation électronique. Solidaires Finances Publiques alerte sur les risques d'un déploiement insuffisamment anticipé. Les agents ont déjà connu les conséquences de projets informatiques défailants, comme avec GMBI. La possibilité de dysfonctionnements majeurs ne peut être écartée et ferait alors peser l'ensemble des difficultés sur les services et les agents.

Solidaires rappelle également que la facturation électronique ne peut pas être présentée comme une solution miracle contre la fraude à la TVA. Les mécanismes de fraude reposent sur des montages complexes que la seule dématérialisation ne fera pas disparaître. La donnée ne remplace ni l'expertise humaine, ni l'analyse métier, ni le contrôle fiscal. Sans moyens humains suffisants, cette réforme risque surtout de générer un volume supplémentaire de données, sans efficacité réelle.

C'est donc bien l'ensemble de ces éléments — réorganisations, suppressions d'emplois, réformes techniques et dialogue social affaibli — que **Solidaires Finances Publiques Aveyron** souhaite porter à la connaissance de l'administration lors de ce CSAL.

Pour finir, nous souhaitons également vous faire part de l'inquiétude des agentes et des agents quant aux fissures du bâtiment du 8 mai. Celles-ci se sont aggravées ces derniers jours et posent des questions de sécurité évidentes. Le bâtiment est vieillissant et malgré les études précédentes nous ne partageons pas la conclusion d'une absence de risque majeur. Ces faits ajoutent une anxiété supplémentaire au climat actuel.

Solidaires Finances Publiques Aveyron continuera à exercer pleinement son rôle pour défendre les missions, les agentes et les agents, le service public et les conditions de travail.